

L'Europe laisse mourir 300 migrants à ses frontières en Méditerranée

PAR CARINE FOUTEAU
ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 12 FÉVRIER 2015

Pas moins de 300 migrants subsahariens, partis des côtes libyennes pour rejoindre l'Europe, sont portés disparus en Méditerranée. Assez de pleurs. En cause : des politiques migratoires restrictives et des opérations de sauvetage parcimonieuses. L'UE doit reconnaître sa responsabilité.

L'escalade dans l'horreur. Selon le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), non pas 29 mais **300 migrants auraient perdu la vie** en Méditerranée au cours des derniers jours alors qu'ils tentaient de rejoindre les rivages de l'Union européenne (UE). Quatre bateaux pneumatiques seraient partis des côtes libyennes samedi 7 février, malgré des vents violents et une mer démontée. Chacun transportait une centaine de personnes venues principalement d'Afrique subsaharienne.



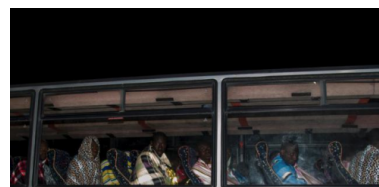
Des survivants arrivent à Lampedusa après la tragédie. © UNHCR/F.Fossi

« C'est une tragédie de grande ampleur et un rappel brutal qui laisse envisager encore davantage de pertes en vies humaines si des personnes en quête de sécurité sont laissées à la merci des océans. Sauver des vies devrait être notre priorité absolue. L'Europe ne peut se permettre de faire trop peu et trop tard », a déclaré Vincent Cochetel, l'un des responsables du HCR. Un premier bilan avait fait état de 29 personnes décédées. Les gardes-côtes italiens sont intervenus dans la nuit de dimanche à lundi, à la suite d'un appel au secours. À l'aide de vedettes, ils ont ramené à Lampedusa une centaine de survivants. En racontant leur périple, ces rescapés ont signalé l'existence d'autres embarcations.

Seuls deux passagers sur un total de 107 ont survécu sur l'un des navires, sept passagers sur un total de 109 sur un autre. Un quatrième canot n'a pas été retrouvé.

[[lire_aussi]]

Cette tragédie projette l'Europe un an et demi en arrière, lorsqu'en octobre 2013 plusieurs centaines de migrants avaient péri au large de Lampedusa. Tout ce que l'UE compte de hauts dignitaires avait exprimé sa compassion (**lire notre analyse**). Des conseils européens consacrés à ces drames il y en eut. Des déclarations émouvantes aussi. Puis les larmes de crocodiles séchèrent. La maire de Lampedusa se retrouva seule à remuer ciel et terre. Seule ou presque puisqu'elle fut soutenue par le pape François, qui fit escale sur ce petit bout de terre à l'extrémité sud de l'Europe.



Des migrants secourus en mer après leur arrivée à Lampedusa, le 9 février 2015. © AP/Mauro Buccarello

Le décompte macabre – plus de 25 000 morts en Méditerranée en vingt-cinq ans dont au moins 3 400 en 2014 – n'autorise plus les atermoiements. L'indignation ne suffit plus. Une guerre a lieu aux portes du vieux continent. Une guerre qui ne dit pas son nom mais qui produit ses victimes, inlassablement, le plus souvent dans l'indifférence. Qu'a fait l'UE à la suite des naufrages de 2013 ? Rien ou si peu. Directement confrontée au massacre, l'Italie a été l'unique pays à réagir. Pendant un an, Rome a mis sa marine à disposition. Tous les naufrages n'ont pu être évités, mais 85 000 migrants ont eu la vie sauve grâce à cette opération, en plus des 35 000 secourus par les gardes-côtes italiens et les 40 000 aidés par des navires commerciaux. Les fonds sont venus à manquer. Au moins 114 millions d'euros engouffrés en un an. L'Italie en a appelé à la coopération européenne. En vain ou presque : Frontex, l'agence chargée de surveiller les frontières extérieures de l'UE,

a pris le relais avec trois fois moins de moyens. Les Européens sont-ils prêts à laisser mourir trois fois plus de migrants ?

L'opération Triton, dotée de 2,9 millions d'euros par mois (à comparer aux 9 millions de Mare Nostrum), patrouille au large de l'Italie et de Malte. Alors que les militaires italiens pouvaient se rendre à proximité de la Libye, la zone d'intervention de la mission coordonnée par Frontex se limite théoriquement aux eaux territoriales européennes, soit à 12 milles nautiques des côtes (22,2 kilomètres). Elle dispose de moins de navires, en outre de plus petite taille. Dès l'arrivée à terre des premiers rescapés, le responsable du dispensaire de Lampedusa, Pietro Bartolo, a laissé éclater sa colère. « *Je suis bouleversé, je suis vraiment bouleversé. Je ne réussirai jamais à m'habituer à ces tragédies*, a-t-il affirmé. *Mais cette fois, je peux dire que cette tragédie pouvait être évitée (...). Ces réfugiés pouvaient être sauvés. Il aurait fallu qu'on aille les prendre avec des navires militaires et non ces vedettes, en pleine mer avec ce gel et ce mauvais temps.* » « *Avec la fin de Mare Nostrum, nous recommençons à compter les morts en mer* », a-t-il prévenu.

En cas de détresse, chaque minute compte, notamment lorsque la mer est déchaînée. Rejoindre une embarcation en péril peut prendre plus d'une journée. Des migrants sont ainsi décédés lundi 9 février à bord des vedettes des gardes-côtes qui les ramenaient au port. Par manque de place, les personnes ont été transportées sur le pont. Les navires militaires utilisés par Mare Nostrum, beaucoup plus vastes, permettaient d'abriter l'ensemble des passagers. « *Horreur au large de Lampedusa. Des gens sont morts non pas dans un naufrage mais de froid. Voilà les conséquences de l'après-Mare Nostrum* », a réagi sur Twitter la présidente de la Chambre des députés italiens, Laura Boldrini, ancienne porte-parole du HCR.

L'arrêt de Mare Nostrum n'est pas seul en cause. Les responsables politiques de tout bord ne manqueront pas de pointer du doigt la responsabilité des trafiquants. Ils n'auront pas tort. En raison d'une "demande" accrue, les filières mafieuses se multiplient au départ de Libye et de Turquie. Elles se professionnalisent, s'adaptent au "marché". De nouveaux modes opératoires sont inventés : de vieux cargos en fin de course sont rachetés à bas prix avant d'être remplis de réfugiés pour un dernier voyage (**lire notre enquête**). Des centaines de Syriens, issus des classes moyennes, sont prêts à payer les 4 000 à 6 000 euros exigés pour la traversée.

Mare Nostrum, les trafiquants. Cela ne suffit pas. Pourquoi ces personnes dépensent-elles leur fortune ? Pourquoi mettent-elles en danger leur famille ? Parce qu'elles n'ont pas le choix. Toutes, sans exception, préféreraient emprunter les voies légales pour entrer dans l'UE. Ces migrants, riches ou pauvres, ne sont pas des desperados. Ils veulent vivre. Mais les politiques migratoires européennes sont si restrictives qu'il est quasiment impossible d'obtenir un visa autorisant leur venue. Sans le dire, ces politiques laissent mourir des milliers de personnes. Tout en s'évertuant à en sauver quelques-unes.

Au droit de faire mourir ou de laisser mourir du souverain d'antan – le « *droit de vie ou de mort* » – s'est substitué le pouvoir de laisser mourir et de faire vivre, selon le basculement théorisé par le philosophe Michel Foucault. Laisser mourir et faire vivre en limitant les possibilités d'accès légaux à un territoire tout en octroyant l'asile à une poignée de réfugiés. Laisser mourir et faire vivre en mettant fin à Mare Nostrum tout en organisant des opérations de sauvetage au rabais. Ce pouvoir moderne mène une guerre. Au moins qu'il nous épargne ses pleurs. Ou qu'il dépose les armes en instaurant une politique d'hospitalité réelle à l'égard des migrants et des réfugiés seule à même de mettre fin au désastre.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 32 137,60€

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 32 137,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.